

# L'acte de naissance du chacun-pour-soi

par Florence Jany-Catrice

Depuis plusieurs mois maintenant, l'indice des prix est interrogé, critiqué, controversé. Les réflexions les plus intéressantes qui ont été dressées pour éclairer ces critiques sont celles qui mettent en avant l'idée qu'avec la fin des classes moyennes, ou plus humblement, la fin du "Français moyen", il devient délicat pour les individus de s'identifier à l'espace de référence commun dressé par l'Insee (c'est-à-dire le panier moyen de la ménagère) qui, transformé en coefficients budgétaires, est un élément central du calcul de l'indice.

La réponse de l'Insee consiste donc aujourd'hui à proposer une individualisation de la mesure, en mettant à disposition de chaque consommateur un simulateur qui permet, assez instantanément et de façon assez spectaculaire, de mesurer son indice des prix personnels. Elle le fait dans le triple esprit de contenter le consommateur individuel, d'apaiser les controverses collectives et d'aider à la reconstruction d'une légitimité de cet indice. En gagnant en pertinence individuelle, la légitimité autour de la production de l'indice moyen pourrait ainsi être sauvegardée.

Cette réponse s'inscrit dans une double logique, celle, d'abord, de la fin de l'indice des prix comme outil collectif de revendication d'un pouvoir d'achat négocié au sein de relations industrielles. Attaché à l'Etat-providence, l'indice des prix à la consommation était un des dispositifs majeurs de régulation du marché du travail salarié. Avec l'éclatement des lieux de négociation et plus généralement la faiblesse de la négociation collective comme mode de gouvernance, les usages principaux de l'indice des prix moyen sont en partie perdus.

Celle, ensuite, de la prévalence d'une logique d'Etat néolibéral qui associe à son mode de gouvernance une démultiplication des centres de calcul, et une individualisation croissante des dispositifs évaluatifs, comme l'a décrit depuis longtemps déjà Alain Desrosières, de l'Insee. L'indice des prix calculé par chacun devient ici un mode de description statistique personnalisé, qui, sans avoir de statut légal, permet à chaque "agent" d'adopter un comportement rationnel, optimal.

Le mal-être de la mesure collective des prix se double aujourd'hui de contestations qui portent sur la nature même de ces richesses dont on évalue les prix, et qui visent à reconnaître et mesurer de nouvelles richesses qui n'ont pas de prix, tout en ayant de la valeur : cohésion sociale, patrimoine naturel...

Plaidons pour qu'au-delà de la mise à disposition d'outils d'évaluation individualisés et fragmentés, émergent également des espaces collectifs où débat public et controverses soient au service de la construction d'une vision partagée non pas de notre simple pouvoir d'achat, mais de nos richesses, de nos pauvretés, et de leur pluridimensionnalité. Cette quête de sens collectif nécessite, elle aussi, des innovations et des moyens publics.